"Le moteur franco-allemand de l'Europe connaît des ratés" dans Le Monde (19 juin 1997)

Légende: Le 19 juin 1997, commentant le Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin, le quotidien français pointe les faiblesses du couple franco-allemand et fustige l'incapacité des Quinze à surmonter certains de leurs problèmes.

Source: Le Monde. dir. de publ. COLOMBANI, Jean-Marie ; Réd. Chef PLENEL, Edwy. 19.06.1997, n° 16 296. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:
http://www.cvce.eu/obj/"le_moteur_franco_allemand_de_l_europe_connait_des_rates"_dans_le_monde_19_juin_1997-fr-5e608fc0-2a8a-4353-b5aa-ba71f6eb9a3e.html

Date de dernière mise à jour: 09/11/2012

Le moteur franco-allemand de l'Europe connaît des ratés

Amsterdam

de notre envoyé spécial

L'Europe, qui était parvenue, lundi 16 juin, à surmonter les différends surgis entre la France et ses partenaires à propos de l'adoption du pacte de stabilité budgétaire, est finalement sortie affaiblie du conseil européen d'Amsterdam. La Conférence intergouvernementale (CIG), lancée en mars 1996 à Turin, en Italie, et dont l'objet était de réviser le traité de Maastricht dans la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale, s'est en effet achevée sur un échec. Les Quinze, qui au fil des mois avaient déjà sensiblement réduit leurs ambitions, se sont révélés incapables de réformer les institutions de l'Union européenne.

A Madrid, en décembre 1995, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient annoncé que les négociations d'élargissement débuteraient six mois après la conclusion de la CIG, et en fonction de ses résultats. Pas question d'accueillir de nouveaux membres tant que le mécanisme de prise de décision n'aura pas été revu en profondeur, proclamait-on partout dans l'Union, et notamment en France.

Cependant, même si les résultats en cause sont clairement insuffisants, voire sur certains points sensibles inexistants, il ressort nettement des déclarations des participants, en particulier de Jacques Chirac et d'Helmut Kohl, qu'ils n'ont aucunement l'intention de retarder le processus devant conduire à l'adhésion de trois ou quatre pays d'Europe centrale au début du siècle prochain. Jacques Santer, le président de la Commission européenne, a affirmé, mercredi 8 juin dans la matinée, qu'il soumettrait bientôt, conformément au traité, des « avis » sur chacun des dix candidats.

Instinct de conservation

La défaillance des Quinze risque d'affecter la crédibilité de l'ensemble de l'activité communautaire, y compris du projet de monnaie unique. Les Quinze savant que l'Europe ne survivrait probablement pas à une remise en cause de l'Union économique et monétaire (UEM). En France, l'arrivée au pouvoir des socialistes, qui pendant la campagne électorale s'étaient montrés parfois réservés à l'égard de l'entreprise et avaient posé plusieurs conditions à sa réalisation, a suscité des inquiétudes, en particulier en Allemagne. Aussitôt en place, le nouveau gouvernement français semblait les justifier en réclamant un délai avant de donner son feu vert au pacte de stabilité budgétaire, voulu par l'Allemagne pour encadrer la mise en place de la monnaie unique.

Lundi 16 juin, comme poussés par l'instinct de conservation, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze étaient parvenus, relativement facilement, à trouver un compromis répondant à la demande de Lionel Jospin pour faire davantage, au niveau européen, en faveur de l'emploi et de la croissance. Du coup, au soulagement général, la France avait pu donner son aval au pacte de stabilité. On crut que la marche vers l'euro allait pouvoir reprendre.

Erreur ! Mardi 17, en plein Conseil européen, les Quinze prirent connaissance des déclarations de Pierre Moscovici, le ministre français des affaires européennes, indiquant en substance que la France aurait encore à décider, en fonction de la situation de ses finances publiques, si, oui ou non, elle passait à l'euro. Stupeur et consternation ! Quelles sont exactement les intentions des socialistes français, s'interrogeait-on dans les couloirs ?

Un engagement de fond

Lors de la conférence de presse, tenue conjointement avec Jacques Chirac, le premier ministre s'est exprimé plus clairement que jamais. *Le gouvernement est profondément attaché à la monnaie unique. Je suis profondément attaché à la monnaie unique (…). J'ai toujours pensé que l'euro était l'une des façons d'affirmer, sur le plan monétaire et financier, la force de l'Europe (…). C'est pour moi un engagement de fond parce que c'est ma conviction.*

L'hypothèse serait donc levée. Il reste que le sentiment d'un Parti socialiste divisé sur l'Europe n'est pas pour autant complètement dissipé. Il saute aux yeux, de surcroît, que la mise en place de l'UEM rencontrera encore de graves turbulences. Il faudra ainsi interpréter en tendances les critères qu'impose le traité pour passer à la monnaie unique, et notamment celui limitant à 3 % du PIB le déficit autorisé des finances publiques. Il apparaît qu'en France, ce seuil sera même lourdement dépassé. Dans certaines limites raisonnables, un tel handicap pourrait éventuellement être surmonté. Mais à deux conditions, dont il est de moins en moins probable qu'elles puissent être réunies.

D'abord, une volonté collective sans faille de franchir l'obstacle et de convaincre l'opinion et les marchés que cette entorse est nécessaire dans l'intérêt de tous. Mais des gouvernements qui ont buté sur les difficultés, somme toute limitées, de la CIG peuvent-ils être capables d'une telle détermination ? Ensuite, une cohésion franco-allemande exemplaire. Tant le déroulement de la CIG, où l'influence de Paris et de Bonn a été sérieusement malmenée, que les péripéties récentes autour du pacte de stabilité portent à penser que le fameux moteur de la construction européenne connaît des ratés.

Philippe Lemaître